



Débat sur « l'état d'urgence et la situation des banlieues »

dans la salle polyvalente du centre socioculturel du Pavé Blanc

Jeudi 26 janvier 2006 à 20h30

Avec :

-  Le Président de la Ligue des Droits de l'Homme
-  La Vice-Présidente du MRAP
-  Le Secrétaire du Syndicat de la Magistrature
-  L'Adjoint au Maire de la ville de Bagneux (sociologue)

Mensonges et Politiques sécuritaires,
les Clamartiens en ont marre, et vous ?

-  Faut-il passer votre cité au karcher ?
-  Qui faut-il mettre sous tutelle ? Clichy sous Bois ou Eric Raoult ?
-  Médias : Pompiers ou Pyromanes ?
-  Etes vous un « délinquant » ? Avec ou sans pedigree ?

Quelle réaction citoyenne opposer à
l'arbitraire de la droite répressive ?

Vœu n°1 proposé par le Groupe Alternative Clamartienne
amendé par la Majorité Municipale

Les affrontements qui se déroulent dans de nombreux quartiers populaires depuis plus d'une semaine, faisant vivre aux populations de ces quartiers des moments extrêmement difficiles, sont révélateurs de la crise sociale qui s'y est développée : pauvreté, chômage, précarisation sociale généralisée, mais aussi discriminations et relégation sociale. Le démantèlement des services publics, l'asphyxie financière et le mépris des associations de terrain, l'abandon des politiques de prévention : tout cela est à l'origine du désarroi qui s'exprime aujourd'hui. Quel avenir pour ces populations et leurs enfants ?

Ces violences sont aussi les signes de l'échec des politiques répressives conçues comme seule réponse aux questions sociales. Les morts de Clichy-sous-Bois, comme d'Aulnay, sont les victimes de ces processus. Les affrontements de jeunes avec la police sont l'expression d'une rage et d'un désespoir face à une société qui ne leur fait aucune place.

Le Ministre de l'Intérieur, en stigmatisant des populations entières, avec une démagogie électoraliste et populiste indigne, a déclenché lui-même les violences qu'il prétend combattre. Les familles des deux jeunes, morts électrocutés, l'ont parfaitement exprimé : " Monsieur Sarkozy est incompetent, il doit partir ".

Depuis trois ans, le gouvernement a fait de mauvais choix : suppression de la police de proximité, réduction massive des subventions aux associations ... ; ces choix se répercutent aujourd'hui sur le terrain.

Dans cette situation de tensions extrêmement fortes, qui aggravent encore les conditions de vie dans les quartiers populaires, nous, élus du Conseil Municipal de Clamart, estimons que la réponse à cette situation, et l'indispensable retour à la paix civile, passent notamment par :

- l'établissement de la vérité sur le drame de Clichy sous Bois et la mort des deux jeunes
- la mise en oeuvre d'une politique qui permette l'accès aux droits fondamentaux : emplois, logement, éducation, santé, transports, culture ;
- le rétablissement et l'augmentation des crédits destinés aux associations de terrain et aux politiques de prévention ;
- l'arrêt de la stigmatisation des populations défavorisées, des populations immigrées, et des jeunes des quartiers populaires.

Le Conseil Municipal de Clamart demande au Gouvernement que ces mesures soient immédiatement mises en oeuvre.